

La nécessité d'une force de réaction rapide

L'ONU et l'établissement d'un consensus mondial

L'ONU a failli à son devoir et sa réforme est un faux problème. C'est l'amélioration du consensus mondial qui doit être le véritable objectif. C'est en vain que le monde d'après-guerre froide a recherché un système de sécurité. Aujourd'hui, l'ONU semble se contenter d'apporter son aide aux pays dévastés en se dirigeant vers un renouveau de l'idée de « tutelle ». Aucune stratégie n'a été définie pour la prévention des conflits, pas plus n'a été fait pour faire face au développement continu des conflits intra-étatiques et à leurs conséquences. Maurice Bertrand considère l'ONU comme incapable d'assurer les missions dont elle est en charge, elle « n'a réussi à prévenir aucune guerre. Elle n'a ni éradiqué la pauvreté ni éradiqué l'injustice. Les objectifs ambitieux de l'article premier de sa charte (maintenir la paix, résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel et humanitaire, etc.) n'ont pas été atteints. »

Pourtant ce n'est pas faute d'avoir tenté de réformer l'ONU, que ce soit par de petites ou grandes réformes. Depuis son existence, l'idée que de petites réformes permettraient d'améliorer l'efficacité de l'organisation a persisté. Si de nos jours elle a perdu de sa crédibilité face à l'évidence que l'ONU est essentiellement politique, elle reste encore fréquemment utilisée.

D'une part, par les États unis et autres gros contributeurs pour attribuer les échecs politiques de l'organisation à sa « mauvaise gestion » ; d'autre part par les pays en développement qui s'en sont servi pour faire leur place à l'ONU en obtenant par exemple l'élargissement de 11 à 15 le nombre de membres du Conseil de sécurité.

Cette tendance réformiste modérée repose sur plusieurs idées que l'auteur qualifie de lieux communs. Ce sont l'idée que la création de l'ONU a été un tel progrès qu'il est impensable d'imaginer un autre type de solution ; l'idée qu'il faudrait un autre conflit mondial pour pouvoir créer une nouvelle organisation ; et enfin l'idée que toute modification de la structure de la Charte reviendrait à ouvrir la « boîte de Pandore ».

Il n'est donc pas étonnant que dans ce contexte les petites réformes se succèdent sans grand résultat alors que les grandes réformes ne sont jamais mises en oeuvre.

Le principal point de blocage est la réforme du Conseil de Sécurité avec la question de son élargissement. Cependant, le véritable problème n'a jamais été posé, à savoir si les États membres sont prêts à transférer quelque pouvoir réel au Conseil de sécurité. Il semble que non. De ce fait, sa recomposition ne changerait rien à son efficacité.

D'autres grandes idées ont été avancées : celle de créer un Conseil de sécurité économique, ou d'un système de commissions comparable à la Communauté européenne pour remplacer le système décentralisé des organisations mondiales, ou encore la création d'un système de représentation régional pour échapper aux schémas insatisfaisants d'« un État, une voix » et du vote pondéré.

Mais pour l'auteur « la réforme de l'ONU n'est pas le vrai problème », car l'ONU est irréformable – chacun s'accrochant à ses droits acquis – et l'organisation

n'est que le reflet de l'absence du consensus mondial actuel. C'est l'accroissement de ce consensus qui est l'objectif véritable.

Il le définit comme « le degré de 'volonté politique' qu'il est possible d'atteindre pour construire la paix, pour éradiquer la pauvreté, l'ignorance et l'injustice, pour faire respecter les droits de l'homme et la démocratie, pour sauvegarder l'environnement, c'est-à-dire en définitive des possibilités de se mettre d'accord sur le type de société que l'on souhaite instaurer au niveau planétaire. »

Les principaux obstacles à cet objectif selon lui sont à chercher dans la culture occidentale qui se pense supérieure avec ses grands principes qu'elle prétend universels. En réalité ce n'est qu'hypocrisie, car les États occidentaux font peu pour faire respecter ces principes, peu d'aide est apportée pour le développement de l'éducation, la santé, le droit à un travail correctement rémunéré dans les pays pauvres, or ce sont des facteurs de conflits internes. L'inégalité entre pays et individus ne cesse de s'accroître.

Maurice Bertrand voit une possibilité de progrès dans l'issue de la bataille entre les États-Unis et la « vieille Europe » plus encline à accepter l'idée que des règles communes peuvent être établies par des conventions internationales. Un autre volet de ce progrès réside dans la cohérence de la position multilatérale des États du monde et de la qualité de la mise en oeuvre des stratégies. À l'heure actuelle cette position comporte encore plusieurs limites : =

Les pays développés sous-estiment les problèmes des pays pauvres et les conséquences que cela pourrait avoir sur eux.

- La survivance d'un militarisme périmé avec à regret la transformation de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) en une OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) sans grande influence, qui ajouté au renforcement de l'OTAN sous influence des États-Unis a mené au retour à des conceptions militaristes de la sécurité.
- La réflexion insuffisante sur l'incompatibilité entre un système économique qui glorifie le marché, mais accroît les inégalités et le respect de la démocratie.
- Le refus de tirer les leçons du passé en matière institutionnelle. Le monde actuel ne dispose pas d'un système convenable pour traiter des problèmes mondiaux. L'auteur voit la solution en l'élargissement du G8 à la Chine, l'Inde, etc. et à des représentants régionaux des pays pauvres, complété par l'établissement d'un secrétariat de qualité. Il souligne par ailleurs que « l'histoire a montré que les progrès en matière d'accroissement du consensus ont été faits jusqu'ici en dehors de l'ONU. »

Il conclut en rappelant que des progrès sont possibles avec de bonnes méthodes et table sur l'Europe pour jouer un rôle déterminant : « C'est sa capacité de définir et de propager une philosophie sociale cohérente que dépend la possibilité de la mondialisation politique. »

Maurice Bertrand